



Ministère de l'Intérieur

Allocution de M. Christophe CASTANER, ministre de l'Intérieur

1^{er} anniversaire de la Police de Sécurité du Quotidien

Dreux (28)

Vendredi 8 février 2019

Seul le prononcé fait foi

**Monsieur le ministre, cher Laurent,
Madame la préfète,
Monsieur le préfet, directeur général de la police nationale,
Mon général, monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale,
Messieurs les députés,
Madame la sénatrice,
Monsieur le maire de Dreux,
Monsieur le maire de Vernouillet,
Mesdames et messieurs les élus,
Monsieur le procureur de la république,
Mesdames et messieurs les représentants des forces de sécurité intérieure,
Mesdames et messieurs,**

Chers amis,

Depuis ce matin, j'ai rencontré des policiers, des gendarmes, des élus, des associations.

J'ai inauguré la maison de la sécurité du quotidien de Vernouillet. J'ai vu la réalité de la médiation, du dialogue, du lien noué au contact des habitants.

J'ai traversé le quartier de la Tabellionne avec une patrouille mixte de policiers municipaux et nationaux, ils m'ont montré les lieux des tensions, des dégradations, des trafics.

J'ai parlé avec les hommes du commissariat de Dreux, avec du petit poste de police du quartier des Oriels. Je les ai entendus me décrire la réalité de leur quotidien. L'enfer des trafics de stupéfiant que subit ce quartier.

J'ai rencontré les femmes de l'association Adequat. J'ai vu leur soif d'insertion, de travail, d'initiative.

Je me retrouve ici, là où la culture va s'implanter au plus près de ceux qui en sont trop souvent coupés.

Depuis ce matin, dans chaque témoignage, dans chacun de nos échanges, j'ai vu surtout une chose : la détermination.

Car oui, ici à Dreux, comme tout à l'heure à Vernouillet, j'ai vu des femmes et des hommes prêts à s'engager contre la délinquance, à ne pas céder un millimètre de République aux caïds.

Cette détermination, c'est une force. Une force qui nous oblige, à agir, à réagir, et à combattre à chaque seconde contre l'insécurité.

Nous devons faire reculer l'insécurité réelle, celle qui peut viser chacun, parfois gratuitement. Celle qui crée des drames et des colères. Celle qui détourne de l'école, du droit et bientôt de la société.

Mais si nous ne prenons en compte que l'insécurité réelle, nous n'aurions réglé qu'une partie du problème. Nous devons nous attaquer, aussi, frontalement, à l'insécurité ressentie. L'insécurité ressentie, c'est le lit du mal-être et de la défiance. C'est une boule au ventre au quotidien que nous ne pouvons accepter pour aucun Français.

Alors quand mon prédécesseur a lancé il y a un an jour pour jour la police de sécurité du quotidien, c'était pour répondre enfin, à notre devoir de sécurité.

Nous devons d'abord rétablir la confiance.

La police de sécurité du quotidien a un objectif : renouer avec le terrain, avec le contact des Français. Tisser, partout, un lien de confiance serein et inébranlable entre les forces de l'ordre et la population.

Ce lien, c'est la condition nécessaire d'une action efficace, utile. Ce lien, c'est aussi une assurance pour vous protéger de ceux qui vous attaquent et vous empêchent d'intervenir.

En un mot la police de sécurité du quotidien, ce n'est pas une police brutale qui inspire la peur, c'est une police forte qui inspire le respect.

Nous devons, ensuite, créer une police sur-mesure.

J'ai été maire 16 ans de Forcalquier, petite ville de 5000 habitants perchée dans les Alpes. Le ministère de l'intérieur se trouve au cœur de Paris, à deux pas de quartiers d'affaires et des Champs-Élysées. Je suis aujourd'hui, avec vous, à Dreux, dans une zone qui connaît des meurtrissures, mais où l'on se bat pour garder la tête levée. Ce ne sont que trois points sur la carte de la France. Trois facettes de notre pays qui en compte tant d'autre. Non, la sécurité ne peut pas être assurée partout de la même manière.

Alors, la police de sécurité du quotidien, c'est l'adaptation à chaque territoire, c'est le sur-mesure. C'est placer le bon agent, bien formé, au bon endroit. C'est affirmer la connaissance du terrain, du commissariat, de la gendarmerie et refuser enfin le fantasme de l'omniscience de Paris.

C'est prendre en compte l'insécurité des grandes villes comme des territoires ruraux, où les habitants ont besoin, tout autant, de présence, de contact et de protection de la part des forces de l'ordre.

Alors, forts de ces deux principes, confiance et sur-mesure, nous n'avons pas attendu. Et en un an de la police de sécurité du quotidien, nous avons avancé, nous avons agi.

Nous devons d'abord redonner aux forces de l'ordre des moyens financiers, matériels et humains.

C'est que nous avons fait avec 253 millions d'euros supplémentaires en 2018 pour la police et la gendarmerie et 330 millions d'euros en plus en 2019. C'est de l'argent pour des nouveaux véhicules, des protections, des équipements...

C'est ce que nous avons fait en décidant de recruter 10 000 policiers et gendarmes en plus d'ici la fin du quinquennat.

C'est ce que nous avons fait, aussi, en lançant un plan immobilier à la hauteur des enjeux, avec un plan immobilier de 900 millions d'euros, car il n'est pas admissible qu'un caïd puisse avoir un local mieux entretenu, mieux apprêté, que la gendarmerie ou le commissariat.

Nous avons renforcé sensiblement la présence de la police et de la gendarmerie sur la voie publique. En un an, cent gendarmes supplémentaires ont été affectés dans vingt départements mieux accompagnés. Les modes d'action des policiers et gendarmes ont été revus pour accroître la présence et la visibilité sur le terrain. Les patrouilles pédestres ont été encouragées, des brigades de contact et des unités VTT ont été créées pour être au plus près des habitants.

De nouvelles actions ont été lancées, aussi, pour entretenir le lien police-Nation. Patrouilles avec des travailleurs sociaux, réunions avec les habitants et les commerçants pour comprendre au mieux leurs attentes, adaptation des horaires d'ouvertures des unités pour mieux tenir compte du rythme de vie des Français : ce sont autant d'initiatives locales qui se multiplient et montrent leurs effets.

Je pense à la maison de sécurité du quotidien, que vous avez mise en place à Vernouillet. Je pense à ces patrouilles conjointes entre des forces de l'ordre et des travailleurs sociaux ou des élus dans l'Ille-et-Vilaine. Des patrouilles pour que les acteurs se comprennent mieux, se parlent mieux. Je pense encore à ces réunions montées avec les habitants dans leurs propres immeubles pour parler des problèmes les plus concrets avec les policiers de l'Ain ou de la Loire-Atlantique.

La police de sécurité du quotidien, enfin, et j'y tiens, c'est le retour de la République dans tous les quartiers.

En 2018, nous avons créé 15 quartiers de reconquête républicaine. Les quartiers de reconquête républicaine, concrètement, ce sont des effectifs supplémentaires là où il y en a le plus besoin. Et dans ces 15 quartiers de reconquête républicaine, ce sont entre 10 et 30 personnels supplémentaires qui ont été créés.

Trop longtemps, la politique des effectifs supplémentaires a été un jeu de dupes. On annonçait trois personnes supplémentaires. Il s'agissait en réalité de trois départs à la retraite remplacés. Nous avons décidé d'en finir avec la commedia dell'arte et de commencer la politique du concret. Quand j'annonce 15 policiers ou gendarmes supplémentaires dans un quartier de reconquête républicaine, ce sont vraiment 15 personnes en plus. Et 15 personnes en plus sur le terrain, ça change la vie d'un quartier.

Nous avons décidé d'attaquer frontalement les trafics et les réseaux. La drogue, les armes, la prostitution : c'est toute une économie souterraine qui enrichit quelques personnes et brisent des milliers de familles et de vies. Dans chaque quartier de reconquête républicaine, une cellule de lutte contre les trafics a été créée sous la présidence du Préfet et du procureur. Elles permettent une action conjointe, un décloisonnement de l'information et des stratégies ambitieuses et adaptées.

Mais un an après le lancement de la police de sécurité du quotidien, nous avons un devoir : le devoir d'humilité.

Certes, des avancées ont eu lieu. La remontée en puissance du ministère de l'intérieur se poursuit. Les moyens arrivent. Les commissariats et les gendarmeries se rénovent. Des effectifs nouveaux affluent et donnent un second souffle à la vocation de protéger.

Certes, les chiffres de la délinquance montrent une tendance favorable. Je pense à une baisse significative de tous les vols : -10% pour les vols à main armée, -6 % pour les cambriolages, -2 % pour les vols simples. Mais ils ne doivent pas faire oublier la hausse des violences gratuites, des coups et blessures volontaires.

Alors après un an, nous ne devons pas nous satisfaire béatement de ce qui avance, nous devons, au contraire, regarder le chemin qui reste à parcourir. La route est encore longue, mais nous sommes tous très déterminés.

Nous devons continuer à améliorer les conditions d'engagement des forces de l'ordre. Je souhaite que 2019 soit l'année où s'amorce la fin des tâches indues, soit l'année du contact avec les populations et du terrain.

Chaque Français doit connaître la police de sécurité du quotidien. Chaque Français doit en sentir, partout, très directement les effets.

Le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice sera voté au printemps. Il porte un changement très attendu : la réforme de la procédure pénale, qui sera intégralement

dématérialisée. C'est un grand pas pour la Justice et un pas de géant pour les conditions de travail des forces de sécurité. Grâce à cette réforme, vous gagnerez du temps et de l'efficacité. Vous pourrez combattre la délinquance plutôt que les formulaires et les papiers.

Nous devons, en 2019, continuer à nous engager, plus encore, pour une sécurité globale, pour établir un véritable continuum de sécurité. Toutes les rencontres que j'ai faites depuis ce matin me le confirment, nous n'arriverons à combattre la délinquance que si nous avançons de concert. Alors nous n'allons économiser aucun effort pour raffermir la coopération entre l'Etat, les collectivités locales, les polices municipales, les associations et les acteurs de la sécurité privée.

En 2019, nous devons nous doter des outils les plus pertinents pour évaluer la police de sécurité du quotidien. Nous veillerons à ne pas retomber dans la politique du chiffre et nous établirons avec les forces de l'ordre, avec les acteurs locaux, avec les associations de quartier, avec les citoyens, les meilleurs indicateurs pour mesurer ses effets.

Car la police de sécurité du quotidien, c'est la police du pragmatisme et du bon sens. Car, en fait, j'ai une approche assez simple : quand quelque chose ne fonctionne pas, on le corrige. Quand quelque chose marche, on accélère, on amplifie.

Les quartiers de reconquête républicaine sont une réponse ferme à la délinquance. C'est un message adressé à tous les caïds, à tous les marchands de haine, et tous ceux qui croient tenir les murs de quartiers. Nous ne les laisserons pas faire.

Avant mon arrivée à la tête du ministère de l'intérieur, il avait été décidé de mettre en place 15 quartiers de reconquête républicaine en 2019. J'ai décidé d'accélérer ce mouvement. 17 quartiers de reconquête républicaine verront le jour cette année. Au final, ce sont 32 quartiers de reconquête républicaine qui seront mis en place en 2019.

32 nouveaux quartiers de reconquête républicaine partout en France, pour lutter contre les trafics et la radicalisation. 32 nouveaux quartiers de reconquête républicaine pour que la République s'affirme partout, pour que la réponse atteigne tous les Français.

Ces quartiers, nous les avons choisis pour que la réponse soit la meilleure, la plus efficace et la plus adaptée.

Nous avons donc suivi deux principes.

Le premier, c'est la réalité de la délinquance. Les quartiers de reconquête républicaine ont été répartis là où elle est la plus forte, là où nous devons la combattre avec plus encore d'intensité.

Le second principe, c'est la volonté des acteurs. La sécurité découle d'un partenariat fort avec les acteurs de la police nationale, de la police municipale, de la gendarmerie, de l'éducation nationale, de la santé, des associations sportives et culturelles. Alors quand il y avait une volonté puissante de se battre ensemble, nous avons tranché et décidé de mettre en place des quartiers de reconquête républicaine.

Tout à l'heure, j'ai révélé la liste des 32 nouveaux quartiers de reconquête républicaine et le territoire de Dreux-Vernouillet n'a pas été oublié.

Ici, vous n'avez pas attendu pour agir. Vous me l'avez montré tout à l'heure, sur le terrain. Vous me l'avez montré au commissariat, au poste de police. Ici, police municipale et police nationale agissent ensemble et je sais que vous ne laissez aucun répit aux dégradations, aux incivilités, aux trafics, aux rodéos urbains.

Vous me l'avez montré à ici à la Micro-folie, comme tout à l'heure à l'association Adequat. Avec vous, je peux partager la nécessité de l'insertion, par le travail, par la culture, par l'emploi.

Vous vous donnez toutes les cartes pour réussir. Alors nous allons encore vous aider. Dès cette année aux Oriels, à Dunant-Kennedy, aux Bâtes à Dreux, ainsi que dans le quartier de la Tabellionne à Vernouillet, un quartier de reconquête républicaine sera mis en place.

Concrètement, ce sont 16 policiers supplémentaires qui arriveront à Dreux au début du mois de juin dont 15 seront affectés au quartier de reconquête républicaine.. Des moyens supplémentaires suivront comme l'attribution de deux voitures supplémentaires qui rejoindront bientôt les forces de l'ordre. Des renforts que vous verrez sur le terrain, qui apprendront à le connaître, qui porteront coup sur coup aux dealers et au trafic de drogue. Stopper les trafics, je sais que c'est l'urgence pour rétablir l'ordre républicain à Dreux-Vernouillet. C'est la mission que, grâce à ce quartier de reconquête républicaine, je sais que vous réussirez.

Nous devons aussi continuer nos efforts avec tous les acteurs locaux, avec la police municipale, avec le tissu économique et associatif. Nous devons faire reculer la délinquance et en même temps, tendre la main à tous, donner à chacun une chance, sa chance de s'intégrer pleinement dans la République.

Mesdames et messieurs,

Notre société a besoin de lien. Elle a besoin de confiance.

Notre société a besoin de sécurité, de se savoir protégée.

Notre société a besoin de ses forces de l'ordre fortes et respectées.

Nous réussirons ensemble ou nous échouons ensemble. Mais quand je vous vois, je sais bien que l'échec n'est pas une option.

Alors, agissons de toutes nos forces pour la police de sécurité du quotidien et répondons à l'appel de notre société.

Merci à tous pour votre engagement.

Vive la République ! Vive la France !

Service de presse de M. Christophe CASTANER, ministre de l'Intérieur

01 49 27 38 53 - sec1.pressecab@interieur.gouv.fr